

ANALYSE / MISÈRE ET PRÉCARITÉ DES COMMISSAIRES

COMMANDÉE PAR CEA, L'ASSOCIATION COMMISSAIRES D'EXPOSITION ASSOCIÉS, ET FINANCÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE VIA LA DAP, UNE ENQUÊTE SOCIOPROFESSIONNELLE PERMET DE MIEUX CERNER LE PROFIL ACTUEL DE CES « FABRICANTS D'EXPOSITIONS ». SANS SURPRISE, LE TABLEAU SE RÉVÈLE PLUTÔT SOMBRE, NOTAMMENT EN TERMES DE RÉMUNÉRATION ET DE STATUT. POUR LES PLUS GROSSES MANIFESTATIONS, LA BIENNALE DE LYON OU LA FORCE DE L'ART, PAR EXEMPLE, C'EST PARFOIS L'ÉLABORATION OU LA QUALITÉ DE L'EXPOSITION QUI EN PATISSENT...

La réalisation d'expositions n'échappe pas, c'est le moins qu'on puisse dire, au goulot d'étranglement de l'hyperproductivité ambiante: montrer toujours plus d'art contemporain, dans des lieux de plus en plus nombreux et vastes, avec toujours moins de moyens, notamment humains, telle est l'impitoyable équation à laquelle le commissaire, ou curateur, est aujourd'hui confronté.

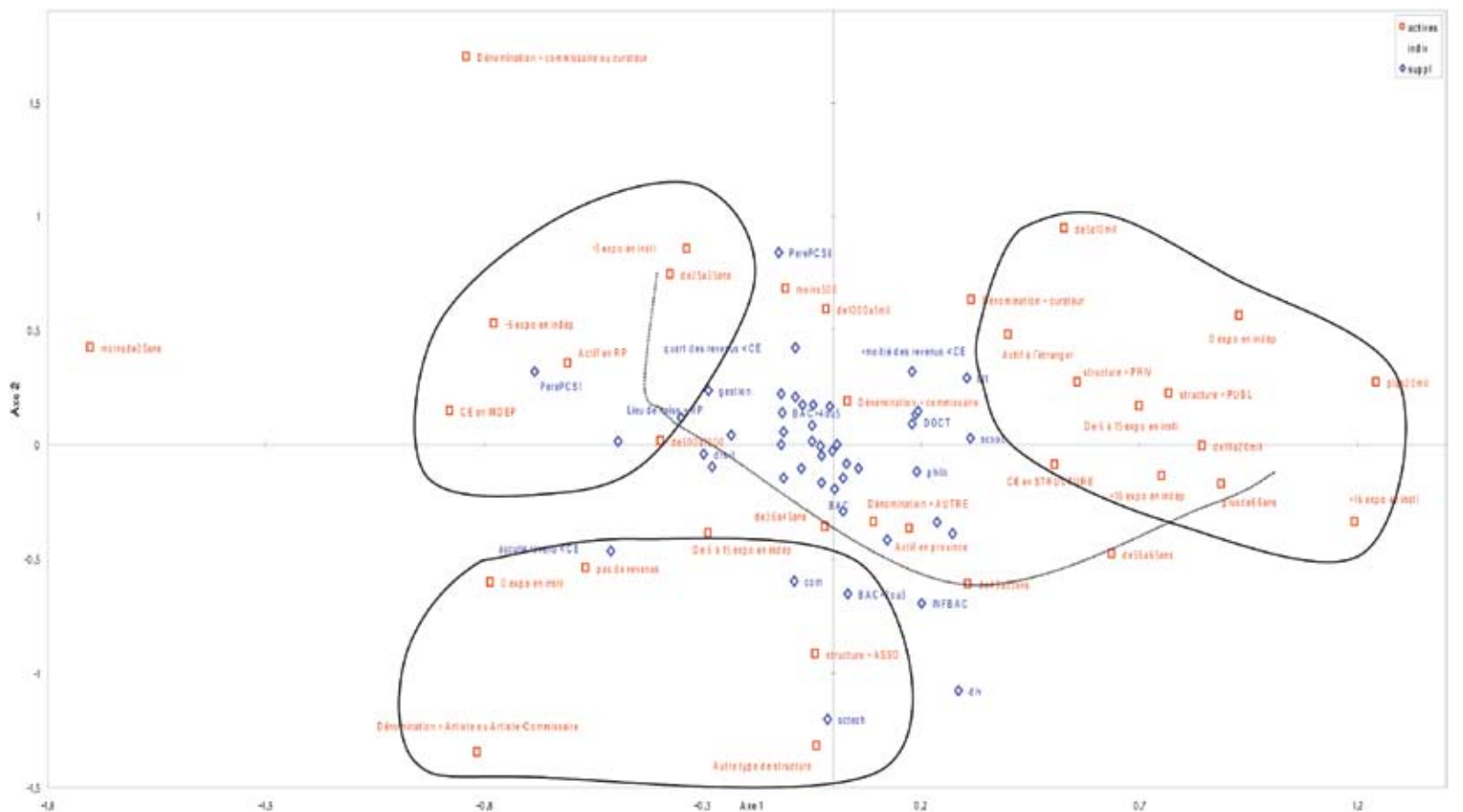
Le profilage socioprofessionnel qui en ressort fait froid dans le dos: globalement sur-diplômés et dramatiquement sous-payés, abonnés au bénévolat et à la précarité, les commissaires d'exposition devraient illico exiger de quitter la tutelle du Ministère de la Culture pour celle, autrement mieux appropriée, du bien-nommé Haut Commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté de Martin Hirsch, l'ancien président d'Emmaüs France.

Réalisé par Laurent Jeanpierre et Séverine Sofio, le portrait socioprofessionnel des commissaires d'exposition d'art contemporain a été rendu public le 15 mai dernier à Paris. Les deux sociologues ont pu présenter, devant un parterre de professionnels pour la plupart passablement déprimés (n'ayant assisté qu'à la séance du matin, je les ai peut-être vus seulement mal réveillés), les principaux renseignements issus d'un questionnaire en ligne, mis à disposition entre juin et octobre 2008, comportant 91 questions réparties en six sections concernant le statut et la rémunération, la nature même de l'activité et les parcours individuels, ainsi qu'un volet plus qualitatif. Il est rapidement apparu, à l'analyse des 807 questionnaires validés, que la pratique du commissariat d'expositions est marquée par un effet de tenaille sévère entre, d'un côté, la variété et l'ampleur des prestations exigées par le commanditaire, et de l'autre la maigreur, voire l'indigence, de la rémunération qu'il propose.

Parmi les tâches effectuées par les enquêtés, en effet, cinq sont quasiment systématiques : l'élaboration d'un concept et le choix des artistes, naturellement, mais aussi l'installation de l'exposition, sa communication, le pilotage des publications et le montage du budget. En outre, près de la moitié des sondés déclare se charger de la recherche des financements. On ne peut que saluer le sens du raccourci dont font preuve les sociologues en notant que « cette activité implique la polyvalence ». En effet, à ce stade de diversification de compétences (artistiques, architecturales, budgétaires, communicationnelles, éditoriales et financières) on pourrait même évoquer la schizophrénie ou le syndrome de personnalités multiples !

Question statut et rémunération, en revanche, ce serait plutôt les vaches maigres : si un quart des sondés se targue d'un CDI, 62 % déclarent exercer « souvent » ou « très souvent » bénévolement ; certains évoquent aussi des revenus non déclarés. En fait de revenus : quel est le revenu annuel médian issu du commissariat d'exposition, c'est-à-dire celui qui partage cette population en deux groupes égaux, une moitié gagnant moins, et l'autre gagnant plus ? Moins de 500 euros par an ! Et 93 % des enquêtés ont touché moins de 20 000 euros l'an dernier grâce à leurs activités de curateur, alors qu'il s'agit du salaire médian de l'ensemble des français...

Cette misère et cette précarité expliquent largement sans doute les réponses concernant le volet « qualitatif » de l'enquête, dans lequel les commissaires citent spontanément comme un des critères majeurs permettant de juger de la réussite d'une exposition « les opportunités professionnelles suscitées », comme le plus inexpérimenté des stagiaires, ceux-ci ayant tout de même eu la lucidité de se regrouper sous la bannière de la « Génération précaire » pour dénoncer l'existence, en France, « d'un véritable sous-salariat toujours disponible, sans cesse renouvelé et sans aucun droit ». En effet, l'un des paradoxes apparents de cette enquête est bien que les commissaires d'exposition sont largement tributaires des structures publiques ou para-publiques, où ils effectuent les tâches normalement dévolues à des fonctionnaires, conservateurs de musées ou assimilés en tête (correctement rémunérés et statutairement avantagés) lesquels sont débordés par le développement effréné de leurs activités (dont notamment la recherche de sponsors et de financements complémentaires liée au désen-



[...] L'UN DES PARADOXES APPARENTS DE CETTE ENQUÊTE EST BIEN QUE LES COMMISSAIRES D'EXPOSITION SONT LARGEMENT TRIBUTAIRES DES STRUCTURES PUBLIQUES OU PARA-PUBLIQUES, OÙ ILS EFFECTUENT LES TÂCHES NORMALEMENT DÉVOLUES À DES FONCTIONNAIRES, CONSERVATEURS DE MUSÉES OU ASSIMILÉS EN TÊTE (CORRECTEMENT RÉMUNÉRÉS ET STATUTAIREMENT AVANTAGÉS) LESQUELS SONT DÉBORDÉS PAR LE DÉVELOPPEMENT EFFRÈNÉ DE LEURS ACTIVITÉS (DONT NOTAMMENT LA RECHERCHE DE SPONSORS ET DE FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES LIÉE AU DÉSENGAGEMENT PROGRESSIF DE LA PUISSANCE PUBLIQUE) ET LA STAGNATION, VOIRE LA RÉDUCTION, DE LEURS EFFECTIFS, AVEC LE NON-REMPLACEMENT ACTUEL D'UN FONCTIONNAIRE SUR DEUX PARTANT À LA RETRAITE.

gagement progressif de la puissance publique) et la stagnation, voire la réduction, de leurs effectifs, avec le non-remplacement actuel d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Pour être tout à fait juste, il convient de nuancer en admettant que certains de ces fonctionnaires, directeurs de FRAC ou de Centres d'art, conservateurs de musées ou assimilés, sont également parfois débordés par... des commissariats d'exposition exercés à l'extérieur des structures qui les emploient.

Ainsi y avait-il quelque chose d'au minimum surprenant dans la plupart des réactions qui ont suivi l'annonce du renoncement de Catherine David à assumer le commissariat de la prochaine Biennale de Lyon. La majorité des commentateurs, Nicolas Bourriaud en tête (dans *Beaux Arts Magazine*), dénoncèrent en effet la rigidité voire l'intransigeance bureaucratique de la Direction des Musées de France, à l'Inspection générale de laquelle Catherine David est conservateur en chef : « La DMF n'aurait-elle pas été assez souple dans son autorisation de cumul ? » interrogeait alors Roxana Azimi dans *Le Journal des Arts*. Cumul il y avait de fait, puisque le poste de Catherine David à la DMF est un emploi à plein temps, et qu'elle ne l'avait pas abandonné pour l'occasion. Au contraire son employeur avait déjà fait preuve d'une souplesse qu'aucun patron privé, sans doute n'aurait avalisée : « Deux jours par semaine lui avaient été accordés. Nous lui avons juste demandé que ses activités extérieures ne portent pas préjudice à son travail à l'Inspection. Catherine David a pu réaliser tous les voyages nécessaires. On lui avait demandé qu'ils soient réalisés sur ses temps de congé » a précisé Rodolphe Rapetti, l'adjoint de la directrice des Musées de France. Dès lors le problème n'est pas tant que le cumul se soit avéré difficile à négocier, mais qu'il y ait eu cumul, tout simple-

ment. Comment croire que la préparation d'une biennale aussi importante, dotée de 6 millions d'euros de budget, puisse être un emploi à temps partiel ? La responsabilité de cet échec incombe peut-être plus sûrement à la Biennale de Lyon elle-même qui, dit-on, ne paye son commissaire que 30 000 euros en honoraires (soit la moitié environ en net, pour un indépendant). Quelle est, par ailleurs, la légitimité d'un commissaire dont le travail serait estimé à une part si infime du budget dont il a la responsabilité ?

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant de constater que les charges de commissaires soient si systématiquement trustées par des fonctionnaires ou assimilés, qui seuls finalement ont la possibilité de cumuler plusieurs fonctions, ce qui est indispensable compte-tenu du faible niveau de rémunération du commissariat lui-même. Mais, on l'a vu avec la Direction des Musées de France, cette possibilité de cumul a ses limites intrinsèques : parce que le conservateur-commissaire se retrouve en position d'assurer deux temps partiels, son travail risque d'être jugé insuffisant par ses deux employeurs, ou par le public de ses expositions.

C'est peut-être une explication mésestimée de la relative sous-performance de la seconde édition de La Force de l'Art. En effet, si la (bonne) intention proclamée des trois commissaires était de valoriser « la force des œuvres » en travaillant étroitement avec chaque artiste, certains de leurs confrères curateurs ont pu aisément faire valoir qu'il leur aurait été possible de « monter » une telle exposition « en une semaine ». La majeure apparente des budgets réservés à la production (mise à part la reprise de quantités d'œuvres déjà montrées, et souvent mieux, dans des structures de banlieue ou de province, et celles co-financées par de riches galeries), le manque visible d'une prospection

systématique, la programmation d'événements réduite à peu de chagrin, l'atrophie du catalogue, etc. ont en effet permis à certains observateurs des piques faciles, à l'image de Fabrice Bousteau raillant « l'art en modèle réduit ».

On ne peut que reconnaître que les activités parallèles (salariées ou non) des trois commissaires n'ont pas semblé ralentir durant le temps de préparation de l'exposition; difficile pour aucun d'entre eux de prétendre avoir été accaparé à temps plein dans la préparation de cette triennale à 4 millions d'euros de budget.

Sans tomber dans le «dis-moi combien tu coûtes, je te dirais ce que tu vaux» à l'américaine, il faut admettre que La Force de l'Art 02 a peut-être été autant, sinon plus, la création de l'équipe chargée de la production, de la communication, etc. (qui elle était bien présente à temps plein) que de ses commissaires... Il n'y a pas de fatalité pour que cela adienne ou continue: on pourrait postuler au contraire qu'une charge de commissaire pour une biennale ou une triennale aille de pair avec des droits et des devoirs de part et d'autre, c'est-à-dire un statut et une rémunération proportionnels au plein exercice de responsabilités clairement définies. Ce qu'on appelait, dans la France d'autrefois, un contrat de travail.

PAR STÉPHANE CORRÉARD

ILLUSTRATION :
LAURENT JEANPIERRE & SÉVERINE SOFIO POUR CEA.
TROIS PROFILS-TYPES DE COMMISSAIRES : LE JEUNE INDÉPENDANT PARISIEN
PRÉCAIRE, L'ARTISTE COMMISSAIRE ASSOCIATIF, LE CURATEUR SALARIÉ
PLUTÔT EN FIN DE CARRIÈRE.